

Recherches sociographiques



Jacques BEAUCHEMIN *L'histoire en trop : la mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB, 2002, 210 p.

Francis Moreault

Volume 45, numéro 2, mai-août 2004

L'antilibéralisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/009656ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/009656ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Moreault, F. (2004). Compte rendu de [Jacques BEAUCHEMIN *L'histoire en trop : la mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB, 2002, 210 p.] *Recherches sociographiques*, 45(2), 372-374.
<https://doi.org/10.7202/009656ar>

Jacques BEAUCHEMIN *L'histoire en trop : la mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB, 2002, 210 p.

En tenant compte non seulement de la collectivité « franco-québécoise » mais aussi de la pluralité culturelle constitutive de l'identité québécoise, comment développer un projet politique pouvant rassembler l'ensemble des Québécois ? Telle est la question à laquelle Jacques Beauchemin s'efforce de répondre dans son dernier ouvrage *L'histoire en trop : la mauvaise conscience des souverainistes québécois*. Soulignons d'abord que le livre de M. Beauchemin est constitué d'un recueil d'articles publiés dans diverses revues scientifiques, revus et fortement remaniés par l'auteur. Cela dit, le professeur de sociologie à l'UQAM livre le constat suivant : la primauté de l'identité multiculturaliste universaliste dans le débat contemporain portant sur la question nationale au Québec a occulté ce que ce dernier nomme « la mauvaise conscience des souverainistes québécois », c'est-à-dire l'histoire de la communauté franco-québécoise. Celle-ci serait « en trop » parce que, pour les penseurs antinationalistes québécois (Régine Robin, Jean-Pierre Derriennic, Marc Angenot, etc.), elle « appelle une fermeture sur elle-même » (p. 15). C'est précisément cette thèse que J. Beauchemin s'efforce de réfuter dans son livre. En désirant fonder, dit-il, la nation québécoise sur l'idée de la nation civique, les intellectuels québécois tendent à dissoudre la possibilité même d'énoncer un projet collectif non seulement pour les Franco-Québécois mais aussi pour les autres communautés culturelles québécoises. Tout l'objectif de l'auteur consiste dès lors dans son ouvrage à vouloir réconcilier « ce qui paraît aujourd'hui s'opposer : un désir d'émancipation collective fondé sur une communauté d'histoire et la volonté d'autres communautés de Québécois de voir leurs droits respectés dans la mesure où ils sont réticents à s'associer à cette mémoire » (p. 13).

Pour ce faire, l'auteur passe en revue la critique de l'intelligentsia de la nation canadienne-française, puis de la nation québécoise. Ces deux critiques aboutissent à la thèse du « déni de soi » (chapitre 1). Voulant rendre intelligible « cet effacement de la mémoire franco-québécoise », l'auteur examine ensuite comment les rapports complexes entre l'identité et le politique au Québec ont nourri cet effacement (chapitres 2, 3 et 4). Finalement, J. Beauchemin porte son regard, dans le dernier chapitre, sur le poids de la mémoire dans l'élaboration du récit identitaire québécois et tente, en conclusion, de proposer un projet qui serait en mesure de concilier l'universalisme des droits et le particularisme de la société historique québécoise.

Le chapitre le plus intéressant de l'ouvrage est certainement le 5^e et dernier dans lequel l'auteur se confronte aux thèses de Jocelyn Létourneau et à celles de Gérard Bouchard. Au premier, il reproche d'une part « d'abandonner l'héritage culturel francophone » (p. 139), mais également d'être incapable, d'autre part, de penser la nation québécoise. À l'égard du second, il regrette que sa conception de la nation québécoise tende à la vider de toute dimension « substantielle » parce qu'il ne conserve, affirme J. Beauchemin, qu'une visée universelle de la nation incarnée

dans la liberté des droits et la démocratie libérale¹. Dès lors, les deux historiens ne peuvent réconcilier le communautarisme culturel québécois avec l'universalité des droits de l'homme². En d'autres termes, c'est sur la possibilité même de réconcilier mémoire et démocratie au Québec qu'ils font l'impasse.

Soulignant les apories sur lesquelles se butent les interprétations de ces deux intellectuels, le sociologue pose la question suivante : comment la mémoire des Franco-Québécois peut-elle être « repositionnée » afin d'être acceptée par toutes les communautés formant le Québec ? Sur ce point, c'est la théorie sociologique de Fernand Dumont qui l'inspire. La pensée de ce dernier a en effet « le grand mérite de rappeler qu'on ne peut éluder la question de l'appartenance au nom de laquelle peut se justifier l'idéal souverainiste, sous peine de vider la démarche de son sens » (p. 169). De plus, F. Dumont a également le mérite de rappeler qu'un projet politique est non seulement toujours porté par un sujet, mais un sujet doté d'une culture et d'une mémoire. Telles sont pour J. Beauchemin les deux conditions nécessaires et minimales pouvant permettre aux penseurs nationalistes de se libérer de leur mauvaise conscience. Si ces deux conditions apparaissent recevables, on ne voit pas cependant quel récit est en mesure de lier le particularisme québécois avec le libéralisme politique chez ce dernier. S'il faut certes « imaginer un projet politique qui prendrait en compte à la fois le pluralisme politico-identitaire de la société québécoise, la nécessité d'accommoder la majorité francophone et finalement la nécessité de redessiner un communautarisme capable de porter une éthique du vivre-ensemble » (p. 185), comment développer pratiquement ce projet ? L'auteur ici est très peu disert.

Sur cette question, le débat évoqué plus haut entre G. Bouchard et J. Beauchemin nous éclaire quelque peu. À lire le premier, le second serait sceptique sur la possibilité même de réaliser son projet. La mémoire des Franco-Québécois ne « saurait en effet s'ouvrir sans s'abolir » chez J. Beauchemin, affirme l'historien. Mais la réplique de Bouchard n'est en elle-même pas très convaincante. Pour démontrer que « l'universel n'est pas la négation du singulier », il fait appel à des événements historiques : les rébellions de 1837-1838, la « grande noirceur », etc. On peut comprendre ces faits, dit-il, dans la mesure où l'on dégage, d'une part, la signification particulière de chacun d'eux, mais aussi en les ouvrant et en les comparant, d'autre part, avec d'autres « trajectoires historiques ». C'est ce qu'il a fait, soutient-il, dans son livre *Genèse des nations et cultures...* Par là, il affirme réconcilier la mémoire avec l'histoire. Mais l'historien ne souffle mot sur la situation *actuelle* qui prévaut au Québec et puise ses exemples dans le passé. Or le projet de

1. On retrouve également cette même critique de l'universalisme bouchardien dans l'ouvrage de J. Yvon THÉRIAULT (2002).

2. Le débat entre J. Beauchemin et G. Bouchard s'est poursuivi dans les journaux québécois. Voir la « mise au point » faite par Bouchard dans l'édition du *Devoir*, les 11 et 12 janvier 2000, p. B5. La réplique de Beauchemin dans ce même journal le samedi et dimanche suivants et finalement la réponse de Bouchard « Promouvoir ce qu'il y a de plus universel dans notre passé » dans l'édition du *Devoir* datée du 30 janvier 2003, p. A9.

J. Beauchemin est élaboré dans le cadre du Québec contemporain. G. Bouchard ne répond donc pas aux objections de ce dernier. Paradoxalement : le propos de l'historien tend à soutenir le « scepticisme » du professeur de l'UQAM qu'il dénonce ! Le problème soulevé par le sociologue conserve donc sa pertinence.

Au total, l'ouvrage de J. Beauchemin est une contribution riche et intéressante à l'éternel débat portant sur la question nationale au Québec, mais il a surtout le mérite de nourrir la réflexion sur le rapport entre les identités culturelles et le politique, réflexion qui est au cœur du débat québécois, et qui constitue aussi un des enjeux cruciaux de la construction européenne.

Francis MOREAULT

*Centre de recherche en éthique,
Université de Montréal,
et Chaire de recherche en éthique appliquée,
Université de Sherbrooke.*

BIBLIOGRAPHIE

THÉRIAULT, J. Yvon

2002 *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec Amérique.

Michel SEYMOUR, *Le pari de la démesure : l'intransigeance canadienne face au Québec*, Montréal, Les Éditions de l'Hexagone, 2001, 309 p.

Michel Seymour nous propose un livre important et valable de philosophie politique appliquée aux questions nationales canadienne et québécoise. En commençant avec des définitions claires et soigneuses de concepts fondamentaux comme l'identité et la nation, il présente des réflexions sur la nation québécoise. Il postule que celle-ci diffère d'une façon significative de la nation canadienne. Compte tenu des caractéristiques de la nation québécoise, il soutient qu'il existe deux voies pour assurer son développement : la construction d'un État canadien multinational et la réalisation de la souveraineté politique du Québec en partenariat avec le Canada. D'une façon convaincante, il montre que la probabilité de réforme du fédéralisme canadien en un État multinational reste très faible à cause du manque de vision, de respect pour la nation québécoise, et de bonne volonté des leaders politiques au palier fédéral (et, peut-on ajouter, de la plupart des leaders provinciaux en dehors du Québec). Par conséquent, l'auteur conclut que demeure un besoin pressant de trouver un accord au Québec sur les meilleures stratégies pour la réalisation de la souveraineté.